CANADA
Province de Québec
M.R.C. de la Vallée-de-la-Gatineau
Municipalité de Messines

Procès-verbal de la session ordinaire du conseil de la Municipalité de Messines, tenue lundi 7 mars 2016 à 19h00 à la salle Réjean-Lafrenière du Centre multiculturel de Messines sis au 70, rue principale à Messines.

Sont présents :

M. Ronald Cross, maire
M. Denis Bonhomme, conseiller et maire substitut
M. Marcel St-Jacques, conseiller
M. Charles Rondeau, conseiller
M. Éric Galipeau, conseiller,
M. Daniel Quenneville, conseiller
Mme Francine Jolivette, conseillère

M. Jim Smith, Directeur général et secrétaire-trésorier

Présence dans la salle : Quatre (4) personnes.

OUVERTURE DE LA RENCONTRE

Le maire Ronald Cross, ayant constaté qu'il y avait quorum, déclare la session ouverte à 19h00. Il souhaite la bienvenue aux participants.

R1603-064

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Sur une proposition de Charles Rondeau,
Appuyée par Francine Jolivette
Il est résolu à l'unanimité

Que l'ordre du jour soit adopté en gardant le point varia ouvert :

Ordre du jour

0 OUVERTURE DE LA RENCONTRE

- 0.1 Moment de réflexion
 - 0.2 Ouverture de la session
 - 0.3 Adoption de l'ordre du jour
 - 0.4 Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil du 1 février 2016
 - 0.5 Suivi au procès-verbal
 - 0.6 Période de question
-

100 ADMINISTRATION GÉNÉRALE

110 CONSEIL MUNICIPAL

- 110-1 Programme de subvention pour l'utilisation de couches lavables
- 110-2 Demande d'utilisation de la salle R. Lafrenière
- 110-3 Demande de financement – Magasin de partage
- 110-4 Langevin Grondin CPA – Facture intérimaire de l'audit
- 110-5 Les industries Galipeau – Factures à payer
- 110-6 Avril - Mois de la Jonquille
- 110-7 Ville de Maniwaki – Demande au ministère de la Culture et des communications
- 110-8 Règlement 2016-322- Règlement modifiant certaines dispositions du règlement 2015-321
- 110-9 Ville de Maniwaki – Facture des loisirs
- 110-10 Demande d'autorisation à la CPTAQ pour des fins d'aliénation
- 110-11 Demande à la CPTAQ – Daniel Courchesne

130 GESTION FINANCIÈRE ET ADMINISTRATIVE

- 130-1 Présentation des comptes dus au 29 février 2016
- 130-2 Présentation des comptes payés au 29 février 2016
- 130-3 Présentation des salaires payés par dépôt direct
- 130-4 Rapport du dg des dépenses engagées au 29 février 2016
- 130-5 Caisse populaire – Relevé de compte au 29 février 2016
- 130-6 État des activités financières- Suivi du budget 2016

200 SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 200-1 ACSIQ – Congrès 2016

300 TRANSPORT

- 320-1 Autorisation d'achat de calcium

400 ENVIRONNEMENT**500 COMITÉ DE LA FAMILLE ET/OU DES AÎNÉS****600 AMÉNAGEMENT, URBANISME, RÈGLEMENT LOCAL ET DÉVELOPPEMENT****700 COMMUNICATION DES LOISIRS, DE LA CULTURE ET LA BIBLIOTHÈQUE****800 CORRESPONDANCE OFFICIELLE REÇUE**

- 800-1 Résolution de la Ville de Gracefield – demande à Poste Canada
- 800-2 Maison de la Culture – Avancement du projet de rénovation de l'auditorium
- 800-3 MMQ – Ristourne Annuelle
- 800-4 Réseau Biblio – Statistique financière 2015
- 800-5 Conseil en bref 2016_02_16
- 800-6 Lettre du premier ministre Trudeau

900 VARIA**1000 PÉRIODE DE QUESTIONS ET PAROLE AU PUBLIC**

- 1000-1 Période de questions

1100 LEVÉE DE LA SESSION

ADOPTÉE

PROCÈS-VERBAUX

R1603-065

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SESSION ORDINAIRE DU 1 FÉVRIER 2016

CONSIDÉRANT QU'une copie du document en titre a été remise à tous les membres du conseil deux jours juridiques avant la tenue de la présente séance;

CONSIDÉRANT QUE tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le document et renoncent à sa lecture;

EN CONSÉQUENCE,
Sur une proposition d'Éric Galipeau,
Appuyée par Charles Rondeau,
Il est résolu à l'unanimité

D'ADOPTER ce procès-verbal tel que présenté.

ADOPTÉE

CONSEIL MUNICIPAL

R1603-066

PROGRAMME 2016 DE SUBVENTION POUR L'UTILISATION DE COUCHES LAVABLES

CONSIDÉRANT QUE le Conseil est sollicité afin de mettre en place une politique de remboursement aux jeunes familles qui utiliseraient des couches lavables au lieu de couches jetables traditionnelles;

CONSIDÉRANT QUE certaines municipalités de la MRC Vallée-de-la-Gatineau adhèrent au principe d'encourager les jeunes familles à utiliser des couches lavables, en leur offrant une aide financière;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil sont d'avis que l'utilisation de couches lavables permet des économies considérables et une réduction non négligeable des matières résiduelles acheminées au site d'enfouissement;

CONSIDÉRANT QUE l'application d'une telle mesure s'inscrit dans un programme de développement durable au plan économique, social et environnemental. Une telle mesure rencontre le principe des 3 RV, réduction, réemploi et recycler.

EN CONSÉQUENCE,
Sur une proposition de Francine Jolivette,
Appuyée par Marcel St-Jacques,
Il est résolu à l'unanimité

Que le Conseil autorise, un remboursement de 50% du coût d'achat de couches lavables neuves, jusqu'à un maximum de 100\$ (une seule subvention accordée par enfant) et ce, selon les termes ci-dessous :

- Preuve de naissance (photocopie du certificat ou de la déclaration de naissance de l'enfant (la déclaration de naissance est remise par le centre hospitalier);
- Preuve de résidence (photocopie d'un permis de conduire recto verso encore valide ou une photocopie d'un compte datant de moins de 30 jours);
- Preuve d'achat (La facture originale (**émise au nom du parent**) d'achat d'au moins **24** couches lavables neuves. Le nom du client ayant fait l'achat (nom du parent), la date d'achat et le nombre de couches achetées doivent être clairement identifiés sur la facture. Afin de faciliter l'accessibilité de la subvention au plus grand nombre de familles possible, vous pouvez fournir plusieurs factures à condition qu'elles répondent, une fois additionnées, aux critères mentionnés précédemment.

ADOPTÉE

Note : Sur présentation des pièces justificatives, l'administration municipale est autorisée à émettre un chèque au nom du parent demandeur.

Certificat de disponibilité

Je soussigné, Jim Smith, Directeur général/ secrétaire- trésorier, de la municipalité de Messines, certifie qu'il y a des crédits budgétaires ou extrabudgétaires disponibles pour lesquels les dépenses ci-dessus énumérées sont engagées.

R1603-067

SOLLICITATION DE MONSIEUR ÉRIC LAFRENIÈRE DE ZONE CONCEPT SANTÉ POUR BÉNÉFICIER DE LA SALLE REJEAN LAFRENIÈRE GRATUITEMENT

CONSIDÉRANT QUE le Conseil a reçu une demande émanant de monsieur Éric Lafrenière, propriétaire de l'entreprise Zone Concept Santé, de Maniwaki, afin de profiter de la salle Rejean Lafrenière, à titre gratuit, et ce dans le but d'y tenir des séances de mise en forme de type Insanity;

CONSIDÉRANT QUE la demande vise à utiliser la salle de une à deux soirées par semaine;

CONSIDÉRANT QUE les résidents de Messines pourront bénéficier d'un programme de mise en forme différent et de haute intensité et ce, sans avoir à se déplacer à Maniwaki ou dans une autre localité pour y participer;

EN CONSÉQUENCE,

Sur une proposition de Francine Jolivette,
Appuyée par Marcel St-Jacques,
Il est résolu à l'unanimité

Que le Conseil **AUTORISE** à l'entreprise Zone Concept Santé de Maniwaki, l'utilisation de la salle Réjean-Lafrenière à titre gratuit pour la tenue de session d'entraînement et ce, selon l'horaire de disponibilité du calendrier de réservation de la salle.

ADOPTÉE

R1603-068

SOLLICITATION DE LA PART DE LA MAISON DE LA FAMILLE DE LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU POUR LEUR COMPAGNE DE FINANCEMENT 2016 – MAGASIN PARTAGE

CONSIDÉRANT QUE le Conseil de la municipalité de Messines a reçu une demande d'aide financière émanant de la maison de la famille de la Vallée-de-la-Gatineau dans le cadre de leur campagne de financement annuelle;

CONSIDÉRANT QUE les enfants vivant en contexte de vulnérabilité ont l'opportunité de débiter l'année scolaire sur le même pied d'égalité que les autres grâce à ce magasin partage qui rend accessible le matériel scolaire au quart du prix et ce pour les familles dans le besoin de notre région;

CONSIDÉRANT QUE les objectifs du projet sont entre autre de rendre accessible du matériel scolaire de qualité, de diminuer le stress financier relié à la rentrée scolaire pour les parents, d'éviter la différence, les jugements tout en favorisant la réussite scolaire des jeunes;

EN CONSÉQUENCE,

Sur une proposition de Charles Rondeau,
Appuyée par Denis Bonhommes,
Il est résolu à l'unanimité

D'AUTORISER un déboursé au montant de 200.00\$ à titre de contribution financière à l'organisme Maison de la Famille Vallée-de-la-Gatineau dans le cadre leur campagne de financement 2016 pour le projet Magasin partage.

Il est de plus résolu que les sommes d'argent ainsi versées aident prioritairement les familles de Messines éligibles au programme.

ADOPTÉE

Certificat de disponibilité

Je soussigné, Jim Smith, Directeur général/ secrétaire- trésorier, de la municipalité de Messines, certifie qu'il y a des crédits budgétaires ou extrabudgétaires disponibles pour lesquels les dépenses ci-dessus énumérées sont engagées.

R1603-069

AUTORISATION DE PAIEMENT – LANGEVIN GRONDIN CPA Inc

Sur une proposition de Marcel St-Jacques,
Appuyée par Éric Galipeau
Il est résolu à l'unanimité

D'AUTORISER le paiement de la facture intérimaire des auditeurs de la Municipalité, Langevin Grondin CPA inc. au montant de 10 000.00\$ en plus des taxes applicables, pour l'exécution de l'audit des états financiers au 31 décembre 2015.

ADOPTÉE

Certificat de disponibilité

Je soussigné, Jim Smith, Directeur général/ secrétaire- trésorier, de la municipalité de Messines, certifie qu'il y a des crédits budgétaires ou extrabudgétaires disponibles pour lesquels les dépenses ci- dessus énumérées sont engagées.

R1603-070

AUTORISATION POUR PAIEMENT DE FACTURES DES INDUSTRIES GALIPEAU

Sur une proposition de Denis Bonhomme,
Appuyée par Francine Jolivette,
Il est résolu à l'unanimité

D'AUTORISER le paiement au montant de 793.33\$ en plus des taxes applicables pour les factures relativement à des travaux de réparations et de soudure exécutés par les Industries Galipeau, soit:

Facture no :	Montant facturé (taxes incluses)
6381	137.97
6384	275.94
6388	103.48
6401	275.94
TOTAL	793.33

Note au procès-verbal: Le conseiller monsieur Éric Galipeau s'est retiré lors des délibérations et de la prise de décision de la présente résolution en raison d'un potentiel ou d'une apparence de conflit d'intérêts (M. André Galipeau, propriétaire des Industries Galipeau est le frère du conseiller É. Galipeau) et ce, en conformité avec le règlement 2011-288, règlement portant sur le code d'éthique et de déontologie des élus municipaux.

ADOPTÉE

Certificat de disponibilité

Je soussigné, Jim Smith, Directeur général/ secrétaire- trésorier, de la municipalité de Messines, certifie qu'il y a des crédits budgétaires ou extrabudgétaires disponibles pour lesquels les dépenses ci- dessus énumérées sont engagées.

R1603-071

SOLLICITATION DE LA PART DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DU CANCER AFIN DE DÉCRÉTER AVRIL, LE MOIS DE LA JONQUILLE

CONSIDÉRANT QUE le cancer est la première cause de mortalité au Québec;

CONSIDÉRANT QUE la société canadienne du cancer travaille à sauver plus de vies;

CONSIDÉRANT QUE grâce à des milliers de Québécois, donateurs et bénévoles, la Société canadienne du cancer lutte pour prévenir plus de cancers, permettre aux chercheurs de faire plus de découvertes et aider plus de personnes touchées par la maladie;

CONSIDÉRANT QUE nous pouvons prévenir environ la moitié de tous les cancers en adoptant un mode de vie sain et des politiques qui protègent le public;

CONSIDÉRANT QUE près de la moitié de l'argent investi dans la recherche sur le cancer par les organismes de bienfaisance provient de la Société canadienne du cancer;

CONDIDÉRANT QUE les personnes touchées par le cancer peuvent se concentrer sur leur guérison et avoir une bonne qualité de vie grâce à l'aide offerte par la Société canadienne du cancer;

CONSIDÉRANT QUE le mois d'avril est le Mois de la jonquille et qu'il est porteur d'espoir et d'activités qui feront un différence dans la vie des patients atteints de cancer et dans la lutte contre la maladie;

CONSIDÉRANT QUE la Société canadienne du cancer encourage les Québécois à poser un geste significatif pendant le Mois de la jonquille pour les personnes touchées par le cancer et à contribuer au combat contre cette maladie;

EN CONSÉQUENCE,

Sur une proposition de Marcel St-Jacques,
Appuyée par Francine Jolivette,
Il est résolu à l'unanimité

DE DÉCRÉTER que le mois d'avril est le Mois de la jonquille

QUE le Conseil de Messines encourage la population à accorder généreusement son appui à la cause de la Société canadienne du cancer

ADOPTÉE

R1603-072

APPUI À LA VILLE DE MANIWAKI – DEMANDE AU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS– DISPONIBILITÉ ET APPLICATIONS DES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE – CENTRE D'INTERPRÉTATION DE LA FORÊT CONTRE LE FEU

CONSIDÉRANT QUE le Conseil de Messines a reçu, par la résolution 2016-02-031, une demande d'appui de la part de la ville de Maniwaki dans le cadre d'une demande au ministère de la Culture et des Communication relativement à la disponibilité et applications des programmes d'aide financière, dont le centre d'interprétation de la forêt contre le feu pourrait bénéficier;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil est d'avis que tout doit être mise en œuvre pour conserver le centre d'interprétation de la forêt contre le feu, élément important de tourisme culturel local et fierté collective;

EN CONSÉQUENCE,

Sur une proposition de Denis Bonhomme,
Appuyée par Éric Galipeau,
Il est résolu à l'unanimité

D'APPUYER la ville de Maniwaki dans le cadre de leurs demandes au ministère de la Culture et des Communications, à savoir :

- Assurer un niveau de financement suffisant aux opérations de l'organisme, soit via l'EDC ou via une autre source à identifier
- Que peu importe la source de financement, cette dernière n'est pas soumise à des contraintes d'utilisation et à l'essor de nouveaux projets chaque année
- Que la part du milieu, qu'elle soit en argent ou en services, puisse être considérée aux fins de parité dans les calculs d'octroi de financement.

QUE copie de la présente résolution soit envoyée à madame Stéphanie Vallée, députée de Gatineau, ministre de la Justice et ministre responsable de la région de l'Outaouais, en plus de la ville de Maniwaki

ADOPTÉE

R1603-073

ADOPTION DU RÈGLEMENT 2016-322 MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS AU RÈGLEMENT 2015-321, RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LES TARIFS APPLICABLES POUR L'ANNÉE 2016 POUR LES SERVICES SUPPLÉMENTAIRES OU SPÉCIAUX DE VIDANGE, DE COLLECTE, DE TRANSPORT ET DE VALORISATION DES BOUES SEPTIQUES ET DES EAUX USÉES AINSI QUE DES FRAIS ADMINISTRATIFS APPLICABLES

CONSIDÉRANT QUE le Conseil de la municipalité de Messines a procédé à l'adoption règlement 2015-321, par résolution de son conseil, portant le numéro R15SE12-354, et ce afin d'établir par règlement les tarifs applicables pour l'année 2016 pour les services supplémentaires ou spéciaux de vidange, de collecte, de transport et de valorisation des boues septiques et des eaux usées ainsi que des frais administratifs applicables;

CONSIDÉRANT QUE suite à l'entrée en vigueur dudit règlement, la municipalité de Bouchette a informé la municipalité de Messines d'une augmentation de la tarification pour l'utilisation de son site de lagunes (Rés. : M.B.2015-12-07-293);

CONSIDÉRANT la nouvelle tarification, la municipalité de Messines se doit de modifier à la hausse les frais de traitement aux lagunes de Bouchette et ce, afin de refléter le coût réel du service;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion a été donné à la séance régulière du conseil du 1^{er} février 2016.

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Charles Rondeau, appuyé par le conseiller Marcel St-Jacques, et résolu unanimement que soit adopté le règlement suivant :

ARTICLE 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2

Que les frais applicables, pour traitement aux lagunes de Bouchette, en vertu de l'article 4.2 dudit règlement, établi à .0154¢ du litre, soient modifié à la hausse à .0221¢ du litre, et ce conformément au montant exigé par la municipalité de Messines pour ce service.

ARTICLE 5

Le présent règlement entrera en vigueur selon la loi.

ADOPTÉE

R1603-074

VILLE DE MANIWAKI- ENTENTE INTERMUNICIPALE SUR LES LOISIRS

CONSIDÉRANT QUE le Conseil de la municipalité de Messines, par sa résolution numéro R1309-253, a autorisé la signature d'une «entente concernant l'utilisation du Centre des loisirs de la Ville de Maniwaki », entente d'une durée de 5 ans, soit du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2018;

EN CONSÉQUENCE,

Sur une proposition de Daniel Quenneville,
Appuyée par Denis Bonhomme,
Il est résolu à l'unanimité

D'AUTORISER le paiement de la quote-part sur les loisirs avec la Ville de Maniwaki et par conséquent autorise le déboursé de la somme de 30 388.00\$ en plus des taxes applicables et ce payable en deux versements tel qui suit à savoir:

- Premier versement payable le 31 mars 2016 : 15 194.00\$ en plus des taxes applicables;

- Deuxième versement payable le 1 juin 2015 : 15 194.00\$ en plus des taxes applicables.

ADOPTÉE

Certificat de disponibilité

Je soussigné, Jim Smith, Directeur général/ secrétaire- trésorier, de la municipalité de Messines, certifie qu'il y a des crédits budgétaires ou extrabudgétaires disponibles pour lesquels les dépenses ci-dessus énumérées sont engagées.

R1603-075

DEMANDE D'AUTORISATION À LA COMMISSION DE PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE DU QUÉBEC (CPTAQ) POUR DES FINS D'ALIÉNATION ET D'UTILISATION À DES FINS AUTRES QUE L'AGRICULTURE D'UNE PARTIE DU LOT RÉNOVÉ PORTANT LE NUMÉRO 5 204 905

CONSIDÉRANT QUE le Conseil a pris connaissance de la demande à être présentée à la CPTAQ par monsieur Aurèle Lafrenière, propriétaire du lot rénové portant le numéro 5 204 370, et ce, pour obtenir de cette Commission, l'autorisation d'aliénation et d'utilisation à des fins autres que l'agriculture d'une partie du lot rénové portant le numéro 5 204 905, propriété de monsieur Sylvain Richard;

CONSIDÉRANT QUE suite au constat par le service d'urbanisme de la municipalité de Messines de certaines irrégularités en ce qui a trait aux marges de recul et de superficie d'occupation au sol des bâtiments érigés sur la propriété de monsieur Lafrenière, ce dernier a choisi de s'adresser à la Commission afin d'obtenir ladite autorisation qui lui permettrait de régulariser la situation;

CONSIDÉRANT QUE la superficie totale de la propriété de M. Lafrenière est de 1 578,60 m² et ce, au lieu de 3 716 m², donc cette dernière est une propriété dite dérogatoire en ce qui a trait à sa superficie en vertu du règlement de zonage présentement en vigueur sur le territoire de la municipalité de Messines, dont celle-ci est protégée par droits acquis.

EN CONSÉQUENCE,

Sur une proposition de Francine Jolivette,
Appuyée par Charles Rondeau
Il est résolu à l'unanimité

DE RECOMMANDER à la CPTAQ d'accepter cette demande d'aliénation et d'utilisation à des fins autres que l'agriculture telle que déposée;

D'AUTORISER monsieur Jim Smith, directeur général à signer au nom de la Municipalité ladite Proposition/Contrat.

ADOPTÉE

R1603-076

DEMANDE D'AUTORISATION À LA COMMISSION DE PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE DU QUÉBEC (CPTAQ) POUR UTILISATION À DES FINS AUTRES QUE L'AGRICULTURE DU LOT RÉNOVÉ PORTANT LE NUMÉRO 5 204 281

CONSIDÉRANT QUE monsieur Daniel Courchesne, entrepreneur en isolation, résident au 15 rue Gagnon, dans la municipalité de Egan-Sud, Québec a signifié à la Municipalité son intention de déposer auprès de la C.P.T.A.Q. une demande d'utilisation à une fin autre que l'agriculture sur un immeuble connu comme étant le lot 5 204 281, canton de Bouchette, dans la conscription foncière de Gatineau;

CONSIDÉRANT QUE M. Courchesne déclare avoir négocié une entente d'achat avec le propriétaire dudit immeuble, M. Jean-Marie Lacroix, retraité, résident à Gatineau, Québec et ce, conditionnelle à l'obtention d'une autorisation de la C.P.T.A.Q.;

CONSIDÉRANT QUE l'utilisation demandée par M. Courchesne, telle que déclarée au point 2 du formulaire de la demande est conforme au règlement d'urbanisme de la municipalité de Messines présentement en vigueur;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité est d'avis que l'utilisation demandée par M. Courchesne n'aurait aucun impact additionnel sur la zone agricole vu que le secteur est déjà déstructuré (voir la carte accompagnant la demande démontrant la situation actuel du secteur visé).

EN CONSÉQUENCE,
Sur une proposition de Marcel St-Jacques,
Appuyée par Daniel Quenneville,
Il est résolu à l'unanimité

DE RECOMMANDER à la CPTAQ d'accepter cette demande d'aliénation et d'utilisation à des fins autres que l'agriculture telle que déposée.

ADOPTÉE

GESTION FINANCIÈRE ET ADMINISTRATIVE

R1603-077

ADOPTION DE LA LISTE DES COMPTES DUS AU 29 FÉVRIER 2016

CONSIDÉRANT QUE la liste des comptes dus a été transmise aux membres du conseil deux jours juridiques avant la tenue de la présente séance;

CONSIDÉRANT QUE tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le document et renoncent à sa lecture;

EN CONSÉQUENCE,
Sur une proposition Charles Rondeau,
Appuyée par Éric Galipeau,
Il est résolu à l'unanimité

D'ADOPTER le rapport des comptes dus au 29 février 2016, tel que déposé et par conséquent d'autoriser leur paiement, pour la somme de 14 610.44\$.

ADOPTÉE

Certificat de disponibilité

Je soussigné, Jim Smith, Directeur général/ secrétaire- trésorier, de la municipalité de Messines, certifie qu'il y a des crédits budgétaires ou extrabudgétaires disponibles pour lesquels les dépenses ci- dessus énumérées sont engagées.

R1603-078

POUR ACCEPTER LA LISTE DES COMPTES PAYÉS AU 29 FÉVRIER 2016

CONSIDÉRANT QUE la liste des comptes payés par chèques et par prélèvements électroniques a été transmise aux membres du conseil préalablement à la présente séance;

CONSIDÉRANT QUE tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le document et renoncent à sa lecture;

EN CONSÉQUENCE,
Sur une proposition Charles Rondeau,
Appuyée par Denis Bonhomme,
Il est résolu à l'unanimité

D'ADOPTER la liste des comptes payés tel que déposée pour la période du 26 janvier 2016 au 29 février 2016, pour la somme de 52 846.51\$,

Détail des comptes payés :

NOMBRE	DESCRIPTION	MONTANT
5	Chèques fournisseurs émis	7 584.38\$
29	Prélèvements électroniques	45 262.13\$
	TOTAL :	52 846.51\$

ADOPTÉE

Certificat de disponibilité

Je soussigné, Jim Smith, Directeur général/ secrétaire- trésorier, de la municipalité de Messines, certifie qu'il y a des crédits budgétaires ou extrabudgétaires disponibles pour lesquels les dépenses ci- dessus énumérées sont engagées.

R1603-079

POUR ACCEPTER LA LISTE DES SALAIRES PAYÉS PAR DÉPÔT DIRECT

CONSIDÉRANT QUE la liste des salaires payés par dépôt direct a été transmise aux membres du conseil préalablement à la présente séance;

CONSIDÉRANT QUE tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le document et renoncent à sa lecture;

EN CONSÉQUENCE,

Sur une proposition d'Éric Galipeau,
Appuyée par Marcel St-Jacques,
Il est résolu à l'unanimité

D'ADOPTER la liste des salaires payés par dépôt direct pour la période du 26 janvier 2016 au 29 février 2016, dont celle-ci représente la somme de 46 455.32\$.

ADOPTÉE

Certificat de disponibilité

Je soussigné, Jim Smith, Directeur général/ secrétaire- trésorier, de la municipalité de Messines, certifie qu'il y a des crédits budgétaires ou extrabudgétaires disponibles pour lesquels les dépenses ci- dessus énumérées sont engagées.

R1603-080

RAPPORT DU DG DES DÉPENSES ENGAGÉES AU 29 FÉVRIER 2016

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement N° 256-2006, le Directeur général/Secrétaire trésorier a le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats;

CONSIDÉRANT QUE le rapport des dépenses du Directeur général/Secrétaire trésorier a été transmis aux membres du conseil deux jours juridiques avant la tenue de la présente séance;

CONSIDÉRANT QUE tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le document et renoncent à sa lecture;

EN CONSÉQUENCE,

Sur une proposition de Denis Bonhomme,
Appuyée par Charles Rondeau,
Il est résolu à l'unanimité

D'ADOPTER le rapport des dépenses engagées par le directeur général et secrétaire trésorier tel que déposé, pour la période du 26 janvier 2016 au 29 février 2016, dont celui-ci représente une somme de 10 482.03\$ en plus des taxes applicables.

ADOPTÉE

Certificat de disponibilité

Je soussigné, Jim Smith, Directeur général/ secrétaire- trésorier, de la municipalité de Messines, certifie qu'il y a des crédits budgétaires ou extrabudgétaires disponibles pour lesquels les dépenses ci- dessus énumérées sont engagées.

SERVICE INCENDIE

R1603-081

**ASSOCIATION DES CHEFS EN SÉCURITÉ INCENDIE DU QUÉBEC –
CONGRÈS 2016**

Sur une proposition de Francine Jolivette,
Appuyée par Charles Rondeau,
Il est résolu à l'unanimité

D'AUTORISER le chef pompier, Monsieur André Galipeau, d'assister au Congrès de l'Association des chefs en sécurité incendie qui se déroulera à Hull les 21,22, et 23 mai 2016. **De plus**, les frais d'inscription et de déplacement sont également autorisés sur présentation de pièces justificatives.

ADOPTÉE

Certificat de disponibilité

Je soussigné, Jim Smith, Directeur général/ secrétaire- trésorier, de la municipalité de Messines, certifie qu'il y a des crédits budgétaires ou extrabudgétaires disponibles pour lesquels les dépenses ci-dessus énumérées sont engagées.

R1603-082

ATTRIBUTION D'UN CONTRAT POUR L'ACHAT DE CALCIUM

CONSIDÉRANT QUE le directeur général évalue les besoins en abat poussière pour la saison estivale 2016 à une quantité de 24 ballots de 1000 kilogrammes chacun;

CONSIDÉRANT QUE suite à une demande de prix auprès de trois (3) fournisseurs pour l'achat de produits de type chlorure de calcium la Municipalité a reçu des soumissions de trois différents fournisseurs;

CONSIDÉRANT QUE le directeur général informe le Conseil que les trois soumissions reçues sont conformes à la demande et aux besoins de la Municipalité;

EN CONSÉQUENCE,

Sur une proposition de Marcel St-jacques,
Appuyée par Éric Galipeau
Il est résolu à l'unanimité

D'AUTORISER l'achat de chlorure de calcium auprès du plus bas soumissionnaire, soit l'entreprise Somavrac au coût de 610.00\$ le ballot de 1000 kg et ce pour une quantité de 24 ballots pour un montant total de 14 640.00\$.00\$ transport inclus, en plus des taxes applicables.

N°	Entreprise	Quantité	Format Ballots	Coût unitaire	Coût total
1	Sel Warwick	24	1000 kg	650.28	15 606.72\$
2	SOMAVRAC	24	1000 kg	610.00	14 640.00\$
3	CALCLO	24	1000 kg	617.00	14 808.00\$

- Toutes taxes applicables en sus.

ADOPTÉE

Certificat de disponibilité

Je soussigné, Jim Smith, Directeur général/ secrétaire- trésorier, de la municipalité de Messines, certifie qu'il y a des crédits budgétaires ou extrabudgétaires disponibles pour lesquels les dépenses ci-dessus énumérées sont engagées.

LEVÉE DE LA RÉUNION

R1603-083

LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Sur une proposition de Daniel Quenneville,
Appuyée par Denis Bonhomme,
Il est résolu à l'unanimité

De lever l'assemblée régulière à 19h25.

ADOPTÉE

Ronald Cross
Maire

Jim Smith
Directeur général